

Forum de Washington sur la crise en RDC :

# Les vérités de Barnabé Kikaya

LIRE EN PAGES 4-5

LA SNEL FACE À L'INCOMPRÉHENSION GÉNÉRALE



## Décryptage d'un destin ingrat

LIRE EN PAGE 9

# Un nouveau vaccin contre Ebola administré en RDC

LIRE EN PAGE 10

### NATION

**Reconnaître les failles de notre Constitution**

LIRE EN PAGE 7

### PROVINCES

**L'épiscopat du Grand Kivu dénonce la tentative de démembrement du Nord-Kivu**

LIRE EN PAGE 8

### SPORTS

**NIGERIA-RDC  
Léopards : une sélection pas comme les autres !**

LIRE EN PAGE 15

## EDITORIAL

## Que de violations des droits de l'homme contre des migrants outre atlantique !

De plus en plus des Organisations non gouvernementales des droits de l'homme nationales et internationales pullulent dans les pays africains dénonçant, chaque jour qui passe, des cas des violations des droits de l'homme, des fois imaginaires, dans des pays bien ciblés. Des rapports sont publiés à répétition par ces ONG des droits de l'homme contre certains pays, minimisant les graves violations des droits de l'homme perpétrés dans d'autres pays.

Si ces ONG s'intéressaient au sort des migrants africains, asiatiques et latino-américains vivant en Occident, elles se rendraient compte qu'ils sont, plus que des violations dénoncées à répétition contre certains régimes politiques africains, des victimes de grandes violations des droits de l'homme. Certains subissent, dans des familles d'accueil et sous l'œil négligeant des autorités municipales et même nationales des pays d'accueil, des maltraitements de tous ordres, allant jusqu'à les pousser à faire, contre leur volonté, la pornographie, la zoophilie...

Ces usines pornographiques fonctionnent à plein rendement avec comme acteurs, des victimes dont la plupart sont des migrants, sans que cela n'émeuve ces ONG des droits de l'homme. Et, en dépit des films tournés mis à la disposition du grand public où l'on voit des femmes obligées de s'accoupler avec des chiens et chevaux et même d'essayer le derrière des animaux avec leur langue ou des hommes poussés à déborder l'effort humain en s'accouplant, les ONG des droits de l'homme restent silencieuses. Pourtant beaucoup de morts parmi ces migrants proviennent de ces milieux. Et aucun rapport des droits de l'homme ne dénonce ces maltraitements qui ressemblent à l'esclavage plus sauvage que celui d'antan.

Raison pour laquelle le Président de la République Démocratique du Congo a bloqué depuis 2013 tous les dossiers d'adoption des enfants congolais pour leur éviter le sort subi par certains d'entre eux partis auparavant Outre atlantique.

## CHRONIQUE

## LE MANIFESTE DE L'IMBÉCILLITÉ

Mercredi 16 Mai 2018, Le Capitole, temple de la démocratie américaine. Le casting est au complet pour parler de la situation en RDC. Un panel d'ONG, des membres du Black Caucus du Congrès et moi même devant une audience composée de tout ce que le Washington politique compte comme groupes d'intérêts sur notre pays et bien sûr, la communauté congolaise de Washington et des environs qui s'est déplacée en grand nombre. On s'attend à un débat de haut niveau mais hélas, tout tourne vite en un cirque bouffon, une foire aux imbéciles.

Le panel présente un argumentaire qui obéit à la logique philosophique de rejeter la responsabilité aux autres: le CONGO va mal, c'est la faute aux Occidentaux, les États Unis en tête qui ont installé et soutiennent le régime en place à Kinshasa. Il leur appartient donc de les chasser du pouvoir. C'est la seule solution aux problèmes de la RDC.

Quelle bêtise. Je crois rêver. Tout dégénère lorsque la modératrice me donne la parole. Je commence à peine à parler qu'à l'imbécillité et la naïveté de l'argumentaire vient s'ajouter le hooliganisme et le terrorisme des extrémistes présents dans la salle. Chahuts, bavardages et brouhaha dignes d'un marché aux puces en plein Capitole, signés Congolais de la RDC. La honte.

Un mercenaire équato-guinéen se livre en spectacle, crie à tue-tête comme un chien enragé, vocifère des injures de bas étage, comme pour justifier la pécule qu'il a reçue. Les organisateurs sont dépassés par la cacophonie. On me retire la parole, seul moyen de calmer les excités. La suite est pathétique, faute de contradiction. Un monologue inintelligent contre le régime en place à Kinshasa. On demande à l'Amérique, pince sans rire, d'endosser la proposition aussi absurde que stupide de « Transition sans Kabila ». Un autre propose la mise du pays sous la tutelle des Nations Unies avec la Monusco comme armée nationale. Cette fois ci, c'est toute la communauté internationale qui est interpellée pour trouver des solutions à nos problèmes. Quant aux Congolais eux-mêmes, inutile de réfléchir, inutile de travailler ni d'agir. La loi du moindre effort.

En définitive, il y a de quoi se poser la question de savoir qui a profité de cette foire aux cancrs.

D'abord les organisateurs eux mêmes qui étaient en « streaming » sur leur site internet se montrant en train de s'apitoyer sur le sort des Africains en général et des Congolais en particulier pour élargir leur électorat. Pourtant ils savent bien qu'avec l'administration actuelle, leurs pouvoirs sont quasi-inexistants.

Pour les ONG panelistes, l'occasion était rêvée de s'adresser aux donateurs potentiels pour lever des fonds. Dieu seul sait ce qu'ils en font. Un vol organisé.

Et le peuple congolais dans tout ça, le dindon de la farce, certainement.

Le 16 Mai 2018, un autre chapitre du « Manifeste de l'Imbécillité » vient d'être écrit. Les attaques sur le Président du Sénat à Paris et sur le Vice Premier Ministre et Ministre des Affaires Étrangères à Londres; l'incendie de ma résidence, la nuit alors que toute ma famille dormait; plus récemment encore la mise à sac d'un magasin parisien qui vendait les disques de Maître Gims pour qui la faute c'est d'avoir réussi là où la plupart ont échoué. Le comble de la jalousie et de la lâcheté.

Maintenant que nous commençons le compte à rebours vers le 23 Décembre, d'autres vont commettre des actes qui viendront alourdir le bilan de cette créinerie à la congolaise. Et le monde entier sera présent, pour rire sous cape.

Kikaya Bin Karubi

# La Cenco orpheline de politique

Ça ne fait que se confirmer. Depuis qu'ils ont eu à piloter les pourparlers du centre interdiocésain, les princes de l'Eglise catholique sont devenus malades de politique.

Le sevrage leur imposé par le Chef de l'Etat n'arrive pas à passer. La drogue des postures politiciennes est plus forte que la beauté, la pureté de l'évangile biblique.

La Cenco ne rate plus jamais l'occasion de se signaler à l'opinion nationale, non plus comme un berger spirituel, mais comme une composante politique de la scène nationale congolaise.

## Du coq à l'âne

La dernière sortie en date de la Cenco continue d'étonner plus d'un observateur sérieux. Comme s'ils étaient acteurs dans le processus électoral, les Evêques se sont autorisés une intrusion dans ce secteur sensible. Concernant principalement la machine à voter.

Ils ont en effet déclaré, le jeudi 24 mai : *"La CENCO remarque que le fait que l'opinion est divisée sur l'utilisation de la machine à voter ne rassure pas la tenue des scrutins dans les bonnes conditions. Pour cela, elle souhaite vivement que les travaux de la certification de ces machines qui devraient être faits avec l'appui de la Grande Bretagne puissent être conclus avant la fin*



*du mois de juillet, pour qu'en cas de renonciation éventuelle à cette machine, la CENI puisse être à mesure de s'employer pour l'impression des bulletins de vote tel que prévu dans le calendrier électoral (cf. lignes n°38, 39 et 40)".*

Les princes de l'Eglise dite universelle se sont publiquement trahis. Ils ont un camp et ne savent pas tenir le pari de l'impartialité requise pour les bergers.

De manière très subtile et malicieuse, ils appellent à la certification de la machine, mais persistent à n'envisager qu'une seule possibilité : la disqualification de la machine. L'honnêteté intellectuelle les obligeait à envisager aussi la possibilité du blanchiment de la machine.

Impossible pour eux de jouer franc et honnête jeu. Ils ont cessé d'être le phare chargé d'éclairer la cité. Ils ont choisi de prendre part au jeu. D'entrer sur le ring en renfort à un des deux protagonistes.

Cette dangereuse posture a fait perdre le sens de la mesure et du jugement aux évêques. Ils fonctionnent désormais au gré d'une scandaleuse confusion des formes et des contenus.

En témoigne cette déclaration cavalière à l'actif de la Cenco : *« Le peuple congolais a pris acte de la déclaration solennelle de ce dernier [Ndlr : gouvernement] de disposer des moyens nécessaires de financer seul les élections. Les raisons financières ne devraient donc pas être évoquées pour justifier un éventuel report des élections ».*

## Supercherie

Jamais organisation humaine n'est allée aussi loin dans l'imposture. La Cenco invoque le peuple. Manière d'insinuer que tout ce qu'elle fait bénéficie de la caution du peuple.

Mais à quelle occasion l'Eglise catholique a-t-elle officiellement reçu son mandat politique actuel du peuple ? Les princes de cette église sont coupables de supercherie.

Il ne faut pas confondre l'engouement des militants fanatisés de l'opposition, ainsi que les commentaires partisans des médias occidentaux, avec la ferveur populaire. Car, comme on le sait, outre-mer, les médias sont devenus spécialistes du catalogage des acteurs sous les tropiques. Par pur enchantement, ils ont décidé de faire de l'Eglise catholique la première force mobilisatrice de l'opinion nationale.

Le dépeuplement massif des pâturages catholiques, la perte totale du prestige et de la crédibilité de ces derniers au sein de l'opinion, ne compte nullement pour ces médias.

Fort malheureusement, l'Eglise qui connaît la vérité, qui sait que ceux qui gonflent son prestige se basent sur des statistiques complètement dépassées, préfèrent se taire et entretenir la confusion.

Sachant très bien que la plupart des millions de fidèles qu'on lui impute, sont en fait d'anciens baptisés qui ont depuis très longtemps dépeuplé le navire.

Comment dès lors s'étonner des dérivés provoqués par ces vigiles spirituels qui ont délibérément choisi de quitter leur poste ? Sur un autre registre, celui d'un simple débat d'école qui fait en ce moment rage autour de la possible candidature de Kabila à la prochaine présidentielle, Donatien N'shoke se fend d'un : *« Les évêques ne peuvent jamais soutenir cela, ça nous éloigne de l'accord, ce sont des pratiques qui risquent de faire appel à des manifestations, et créer des troubles ».*

Il poursuit en disant : *« la série de déclarations que l'on enregistre de la part de certains ténors de la MP qui évoquent la possibilité d'un autre mandat pour l'actuel président de la République, au grand mépris de notre chère Constitution et de l'accord de la Saint Sylvestre qui est clair à ce sujet ».*

Les Evêques refusent d'apporter leur soutien au débat soulevé. Mais qui a requis leur soutien ? Elle est franchement triste leur façon de vouloir s'imposer à l'histoire, sans que ce dernière leur ait un seul instant donné droit au chapitre.

**MAGG MIKOMBE**

LA REPUBLIQUE

Editeur : AFRO 2C  
Rédaction et Administration  
Complexe PROCOKI,  
Kinshasa /Ngalima  
Directeur de Publication  
Tshibambe Chrysostome, Tél. 0818106076  
Comité éditorial  
Tshibambe Chrysostome  
Mayonde Kolongo, Magg Mikombe,  
Michel Digeluka, Lévi Mamvilako,  
Murielle Ipanga  
Rédacteur en Chef  
Mayonde Kolongo  
0810505338  
Administration  
Jenny Mputu  
Mise en pages et PAO  
Célestin Boko Ngungu  
Site web  
www.lanouvelrepublique.cd  
Fondé en mai 1999  
Par Barnabé Kikaya Bin Karubi

## Forum de Washington sur la crise en RDC : Les vérités de Barnabé Kikaya

Quarante huit congressmen - entendez parlementaires américains (chambre des représentants et sénat) - du groupe Black Congressional Caucus, tous Afro-Américains comme ils aiment se faire appeler, d'obédience majoritairement démocrate, ont organisé le 16 mai dernier à Washington un Forum sur la crise en République démocratique du Congo au cours duquel est intervenu l'ambassadeur Barnabé Kikaya bin Karubi, Conseiller principal diplomatique du chef de l'Etat congolais.

En dépit des menaces de certains Congolais de la diaspora américaine connus sous la dénomination de "combattants" qui ont réussi à marquer leur présence à ce forum, le conseiller principal diplomatique du président Kabila a démontré comment Joseph Kabila a réussi à déjouer les prédictions des officines politiques occidentales pour qui "la seule manière de sauver la République Démocratique du Congo était de la balkaniser".

Il a soutenu que c'est grâce à l'actuel président de la RDC, Joseph Kabila, que le Congo, coupé jadis en trois, a été réuni. Au 26 janvier 2001, à son accession à la magistrature suprême, le Gouvernement central contrôlait moins de la moitié du territoire national : la ville de Kinshasa, l'ex-province du Bas-Congo et l'ex-province du Bandundu ; une partie des ex-provinces de l'Equateur, du Kasai oriental, du Kasai occidental et du Katanga. Le reste du territoire était sous occupation étrangère rwandaise et ougandaise et des rebelles des différents Rcd - Rassemblement congolais démocratique (Rcd-Goma, Rcd-Kml, Rcd-National) et du Mouvement de Libération du Congo (Mlc). Il a fallu la détermination et le courage du président Kabila pour favoriser la réunification du pays.

C'est encore le président Joseph Kabila qui a, d'après lui, remis le pays sur le chemin de la démocratie. "Si nous pouvons nous réunir ici et parler de la RDC, c'est grâce au président Kabila qui a restauré la démocratie. Les jeunes Congolais passent leurs temps sur les réseaux sociaux à critiquer crûment leur propre pays se transformant en prophètes de malheur. La question est de savoir à qui profite la division du Congo?", a



interrogé Barnabé Kikaya.

L'ancien ambassadeur de la RDC à Harare, ensuite à Londres, a toutefois reconnu qu'il existe des zones instables dans certains coins du pays, mais aucun territoire de la RDC n'est à ce jour administré par un quelconque rebelle. " Certes il y a des défis à relever avec des groupes terroristes locaux et étrangers qui résistent, mais j'insiste, il n'y a aucun territoire congolais contrôlé administrativement par un groupe armé. En d'autres termes l'autorité de l'Etat est entrain d'être rétablie progressivement et sûrement sur l'ensemble du pays", a martelé Kikaya Bin Karubi.

Ce discours de vérité dérange, curieusement, certains compatriotes qui ont toujours cru bien faire en présentant une image négativiste de leur propre pays, même quand des efforts énormes sont fournis pour rétablir et sauvegarder l'autorité de l'Etat ainsi que le processus démocratique, plus que dans bien d'autres pays. Ainsi, à l'extérieur du pays, ces mauvais Congolais

se sont donnés comme travail de perturber toute activité diplomatique favorable à leur pays allant jusqu'aux voies de fait.

Alors que des Congolais vivant à l'étranger lancent des actions de sape contre leur propre pays, les diasporas de bien de pays s'attellent plutôt à soutenir leur pays d'origine jusqu'à participer activement à la construction des infrastructures scolaires, médicales, routières... Le dernier rapport publié sur le niveau des transferts des fonds de l'Occident vers l'Afrique n'a pas pu classer la RDC se trouvant au bas de l'échelle, l'apport de ses diasporas au développement du pays à travers le transfert des capitaux étant si pas quasi-nul, sinon négatif. Il y a lieu de se ressaisir. Lire l'intégralité de la Déclaration de la République Démocratique du Congo, telle que présentée à Washington D.C, le mercredi 16 mai 2018, par l'ambassadeur Barnabé Kikaya bin Karubi.

LNR

Suivez l'actualité en continu sur  
[www.lanouvellerepublique.cd](http://www.lanouvellerepublique.cd)



# DECLARATION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

*Washington D.C, mercredi 16 mai 2018*

De prime abord, je voudrais remercier les organisateurs de ce Panel pour l’opportunité qui m’est offerte de m’adresser devant cette assemblée.

**Mesdames et Messieurs,  
Chers participants,**

1. Le discours apocalyptique que l’on a l’habitude d’entendre sur la RDC dure depuis plus de vingt ans : discours consistant à présenter le Congo comme un pays en désordre, miné par des crises et détruit économiquement. Ce discours est souvent basé sur des rumeurs et non sur des faits concrets.

Le problème est que le peuple congolais est souvent alimenté d’informations négatives, par certains chercheurs de renom, qui vont jusqu’à affirmer « qu’il n’existe pas de Congo ». Pour certains, l’unique façon de sauver le Congo consisterait même à le balkaniser.

Quelques jeunes congolais de la diaspora vont de forum à forum, consacrent leur temps dans des réseaux sociaux pour parler du mal de leur propre pays, se comportant en prophètes de malheur.

La question est de savoir qui tire profit de cet exercice de dénigrement constant du Congo, celui de présenter un Congo fictif, loin des réalités ?

Cela doit s’arrêter.

Mais, quelle est pourtant la véritable réalité sur terrain ?

2. La vérité est que ce pays de 2.345.409 km<sup>2</sup> et qui était divisé en 3 parties suite à la guerre, est aujourd’hui réunifié par Joseph Kabila Kabange, actuel Président de la République.

Si nous sommes ici ce matin pour parler de la RDC, c’est parce qu’il a été capable d’unifier le pays et de le mettre sur la voie de la démocratie.

Il y a certes des défis qui existent : notamment quelques foyers d’insécurité ou de tension du fait de l’activisme des groupes armés locaux et étrangers réfractaires au processus de paix ou terroristes. Mais en RDC, il n’y a à ce jour aucun territoire, et je répète, « aucun territoire » qui soit contrôlé administrativement par un groupe armé. Ce qui prouve que l’autorité de l’Etat a été progressivement et sûrement rétablie sur l’ensemble du pays.

3. La vérité est que la RDC possède une économie en pleine croissance ; ce qu’attestent les chiffres publiés par la Banque Mondiale et le FMI ici même à Washington. Le Congo détient le taux de croissance le plus élevé dans la région, et ceci est un fait bien établi.

Bien que notre économie, basée sur des industries extractives, connaisse des hauts et des bas, il reste vrai que les secteurs des mines et des infrastructures sont en pleine croissance et expansion. La monnaie nationale est stable. Le climat des affaires s’améliore substantiellement, par le fait de la stabilité macroéconomique impulsée par le Président Joseph Kabila depuis 2001 lorsqu’il prit la tête de la RDC.

4. **Sur le plan politique**, on a consolidé la démocratie. Les

600 partis politiques agréés s’organisent en regroupements ou plates-formes pour concourir aux prochaines élections, ce qui constitue un pas de géant dans la démocratie congolaise. Pour la première fois dans l’histoire du Congo, deux cycles électoraux ont été organisés en 2006 et en 2011 ; et ceci est un fait concret qui a été rendu possible grâce au leadership du Président Kabila.

Cette année, nous aurons des élections couplées, lesquelles permettront pour la première fois un véritable transfert pacifique du pouvoir dans l’histoire de notre pays.

Ceux qui hésitent encore pour rejoindre ce train ou qui sont distraits par des polémiques partisans ou théoriques risquent d’être désarçonnés et ne s’en prendront qu’à eux-mêmes.

Toutes les étapes des préparatifs de ces scrutins sont en train d’être franchies, il ne restera bientôt que le dépôt des candidatures. La loi électorale et celle portant répartition des sièges ont été votées et promulguées. La RDC a pris la décision souveraine de financer seule les élections ; nous avons choisi de rejeter toute attitude paternaliste de certains partenaires qui se comportent en donneurs de leçons.

5. **Pour ce qui est des manifestations publiques**, il convient de noter qu’en RDC l’Etat de droit se construit au jour le jour. Lorsque les organisations respectent la procédure, ces manifestations sont autorisées (tel le meeting de l’UDPS du 24 avril dernier). Mais lorsqu’il y a appel à la révolte, à la désobéissance civile ou lorsque les droits d’autres citoyens sont mis en danger, le Gouvernement a la mission régaliennne de faire respecter la loi et de garantir l’ordre public. Tel était le cas pour les marches anarchiques du Comité Laïc de Coordination en début de cette année.

6. **Sur le plan humanitaire**, on est surpris de constater que l’argumentaire ici avancé est le même que celui développé par la communauté internationale la veille de la Conférence des donateurs qui s’est tenue à Genève le 13 avril dernier, argumentaire reposant sur un constat alarmant et des chiffres amplifiés sur la situation humanitaire en RDC.

Force est de constater cependant que le Sous-Secrétaire Général de l’ONU en charge des affaires humanitaires avait pourtant, par écrit, présenté des excuses au Gouvernement congolais, en promettant de désactiver la RDC du statut « L3 » des pays frappés par des catastrophes humanitaires à l’instar de la Syrie et du Yémen, statut injustement collé à notre pays. Et cela, après qu’il ait lui-même constaté les efforts énormes accomplis par la RDC notamment dans les Provinces du Tanganyika, des Kasai et des Kivu. Cette lettre constitue un fait concret et non une rumeur.

**Tels sont, ainsi présentés, les faits qui montrent la vraie réalité qui prévaut sur terrain en RDC.**

**Je vous remercie pour votre attention et reste disposé à répondre à vos questions.**

**Ambassadeur Barnabé KIKAYA BIN KARUBI**

INVITÉ AFRIQUE DE RFI

# Fatshi donne un coup de pied à l'Accord de la Saint Sylvestre

**F**élix Tshilombo a été l'invité de Radio France Internationale où il a fait des déclarations fracassantes. Parlant de Bruno Tshibala, actuel Premier ministre : «...nous sommes dans la vérité. Nous avons gardé la ligne historique. Et cette vérité est en train de se voir. Jamais Étienne Tshisekedi n'aurait été dans un gouvernement sous le patronage de Joseph Kabila, ce qui est le cas de monsieur Tshibala». Concrètement, cela signifie que même en signant l'Accord du 31 décembre 2016 et en faisant pression pour son application intégrale et stricte via des manifestations publiques, l'Udps n'a jamais été dans le schéma de le respecter, notamment pour la désignation du Premier ministre issu de ses rangs et qui soit précisément Félix Antoine Tshilombo appelé aussi Tshisekedi. Coup dur pour Rassop/Limete, la Cenco et le Clc certes, mais surtout pour le Conseil de sécurité de l'ONU (notamment Nikki Haley), pour l'Union européenne (précisément Cécile Kyenge) et pour l'OIF.

Coup dur également pour les États-Unis, la Belgique, la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne etc. qui, une année, trois



mois et cinq jours durant, ont fait pression sur Joseph Kabila et sa famille politique accusés de bloquer l'application de l'Accord de la Saint Sylvestre alors qu'il n'en est rien. Pitié particulièrement pour la Cenco qui a fait faire de cet accord un instrument international

Pitié, mais alors pitié pour le cardinal Laurent Monsengwo qui réalise à ses dé-

pens que l'Udps a une mémoire d'éléphant ! Le prélat a beau chercher à se rattraper de la bavure de la 3ème voie de 1994 ayant mis fin aux schémas Conférence Nationale Souveraine (Cns) et Consultations politiques de Kinshasa (Cpk), mais le fils a subtilement réussi à venger le père 24 ans après!

Omer Nsongo

EFFET COLLATÉRAL DU DÉBAT MIRINDI-NDJOLI

## La RDCongo a 2 Constitutions !

**L**a première est la Constitution du 18 février 2006 telle que modifiée à ce jour. Les parties prenantes à l'Accord du 31 décembre 2016 se sont engagées à la respecter autant que les lois de la République et la deuxième est ce même Accord. A en croire Pr Victor Ndjoli, il a valeur de Constitution !

Pourtant, en le lisant de la première à la dernière ligne, aucune disposition ne le présente en addendum ou annexe à la Constitution en vigueur.

D'ailleurs, les parties prenantes n'ont ni réduit ni accru les prérogatives des institutions de la République à mandat électif. Elles n'y ont pas touché.

Preuve, si besoin est, qu'elles ont reconnu le fonctionnement normal de ces institutions.

La question est alors de savoir pourquoi a-t-on fait de l'Accord du 31 décembre 2016 un instrument de gestion du pays au point pour certains juristes acquis à l'Opposition de lui donner valeur de Constitution !

Un des intervenants à l'émission "Débat entre Congolais" de Radio Okapi de la nuit du 23 au 24 a eu soutenu que l'alinéa 2 de l'article 70 est d'une interprétation élémentaire même pour l'enfant de primaire : "A la fin de son mandat, le Président de la République reste en fonction jusqu'à l'installation effective du nouveau Président élu", a-t-il rappelé.

Puisque c'est cela l'interpellation normale de cette disposition, pourquoi a-t-on entraîné le peuple dans la voie tortueuse des négociations politiques ayant abouti au Centre interdiocésain par l'Ac-

cord de la Saint Sylvestre pendant que tout le monde savait la crise artificielle ?

Mais, surtout, pourquoi a-t-on fait d'un accord privé un instrument international ?

Quelle que soit la finalité du débat qu'il a suscité avec sa thèse d'éligibilité du Président Joseph Kabila à un troisième mandat, Jean-Cyrus Mirindi aura eu le mérite de lever un gros lièvre : délier la langue des Constitutionnalistes acquis à l'Opposition. Dont celle du Pr Victor Ndjoli qui, en donnant valeur de Constitution à un Accord politique privé, suggère l'existence de deux Constitutions dans un même pays : la RDCongo, terre ou patrie d'une "première mondiale" qui doit faire rire sous cape l'humanité entière...

Omer Nsongo

## Katumbi et Félix refont une fausse manœuvre

O n dirait qu'ils n'ont retenu aucune leçon de la mésaventure de Genval. Cette grand' messe tenue sur le sol belge, rappelons-le, avait initialement l'objectif d'en finir avec Kabila au plus vite. En indisposant la constitution si besoin.

Mais très vite ses concepteurs ont déchanté. Réalisant à quel point ils tiraient des plans sur la comète. Kabila, à qui feu Etienne Tshisekedi promettait un carton rouge sans appel le 19 décembre 2016, poursuit imperturbablement la partie. Cela fait deux ans déjà.

Mais voici que de passage à Washington, les conspirateurs de Genval reviennent sur leurs brisées. Ils ont ressuscité le fantôme d'une transition sans Kabila.

Assez curieusement, cette imposture séduit tous les oisifs politiques, qui pour dire vrai, ont toujours redouté les élections, leur préférant les accommodements politiques.

Du coup, on assiste à une symphonie entre l'Unc et ses pairs égarés de Washington. Ainsi, le secrétaire général de ce parti s'emballe soudain et se croit en position de prévenir l'opinion en ces termes : "Pour le



*moment, le président Kabila est couvert par l'accord de la Saint Sylvestre. Mais si de mauvaise foi le pouvoir retarde les élections pour qu'elles ne se tiennent pas à la date prévue, nous allons soutenir la transition sans Joseph Kabila ».*

Lui faisant cœur, Jean Marc Kabund renchérit comme suit : "L'UDPS n'a pas d'autres alternatives que celle proposées par le peuple Congolais. Le peuple ne veut pas voir Kabila continuer à gérer ce pays après son second et dernier mandat en dehors de l'accord politique signé. Le peuple voudrait aujourd'hui une transition sans Kabila".

Nous sommes en face d'un complot manifeste. Comme d'habitude, le remuant SG démissionnaire et renommé de l'Udps

révèle que la vraie stratégie est d'abord de perpétrer un coup d'Etat avant d'aller aux élections. Un recadrage utile par rapport aux propos conformistes de Félix et Moïse.

### A rien

La bouffonnerie des extrémistes est à ce point grande qu'elle n'appelle même pas à la réaction. Mais il est intéressant de révéler que le numéro proposé à la vente par le duo de Washington est si insipide que c'est au sein même de l'opposition que se déclare la première résistance à la fourberie de Washington.

Justement, c'est du Mlc qu'est partie une réaction musclée contre l'hérésie des deux larrons en foire. Secrétaire Générale du parti, madame Eve Bazaiba les tacle de la manière irrévocable que voici : « Au sein de notre parti, nous nous référons constamment à la Constitution du 18 février 2006. Car, c'est le seul et principal outil légal qui prévoit les mécanismes démocratiques d'accession au pouvoir ».

Nul besoin d'ajouter un commentaire supplémentaire, à part rappeler aux néotshisekedistes et aux katumbistes qu'il faut savoir arrêter l'imposture avant qu'il ne soit trop tard.

MAGG MIKOMBE

## Reconnaître les failles de notre Constitution

Le problème n'est pas une troisième candidature de Kabila ou pas. Le vrai débat est que nous prenions d'abord conscience des failles qu'accuse notre loi fondamentale. Que nous acceptons et reconnaissons les découvertures qui la rendent fragile et autorisent à ce titre des incursions légales, parce que non défendues expressément par la mère des lois congolaises.

Refuser de reconnaître le principe de la fragilité d'une constitution est irresponsable. Autrement et pour ne prendre que cet exemple, la constitution américaine n'aurait pas connu les différents amendements auxquels elle a été soumise tout au long du parcours. La comptabilité indique ainsi plus de 200 amendements à ce jour.

### Indiscutable

Revenons au Congo et constatons avant toute chose, que s'agissant du volet de l'alternance à la magistrature suprême, la constitution congolaise accuse une grave lacune.

Elle dispose qu'à 90 jours de l'expira-

tion du mandat du président en fonction, la Ceni convoque le corps électoral. Mais nulle part, le législateur congolais n'a eu la prévenance et le génie de prévoir ce qu'il adviendrait dans le cas où, pour une raison valable ou non, la Ceni ne parvenait pas à convoquer l'électorat dans le délai.

Avec une naïveté qui nous rattrape aujourd'hui, les rédacteurs de notre constitution ont légiféré comme si l'on vivait dans un conte de fée ou pays des merveilles d'Alice.

Or, le principe fondamental d'une loi est de bâtir sa structuration sur la prévention avant toute chose.

Et puis, toute élaboration de la loi doit répondre à l'exigence dialectique. A savoir, à toute thèse doit correspondre une antithèse. Oublier ou patiner sur cette exigence radicale est presque un crime.

En un mot comme en cent, notre constitution devait prévoir ce qu'il devait advenir dans le cas où le délai de 90 jours n'était pas respecté. L'on pouvait par exemple actionner le principe de l'intérim au poste de président de la République en attendant la normalisation. Pour n'avoir

pas anticipé, nous voici plongé dans une impasse qu'aucun texte en vigueur ne permet de résoudre.

On peut crier haro sur Kabila, invoquer le principe d'une transition sans lui, mais la constitution est démissionnaire sur la question. D'un point de vue politique, ce n'est pas la faute à Kabila si cette grave omission du législateur lui profite.

### Tête froide

En gardant ainsi sa tête froide face à notre loi fondamentale, l'on va se rendre honnêtement compte de ses insuffisances. Elles peuvent paraître insupportables, certes, mais il est responsable pour un peuple de prendre le courage d'assumer ses imperfections. Fussent-elles favorables à un adversaire.

Le plus important donc, n'est pas de crier au scandale si quelqu'un découvre une faille dans la constitution et s'attèle à l'exploiter à son profit. Il faudrait plutôt prendre acte de la faille et se jurer de la corriger au plus vite. Autrement, il faudrait se préparer à continuer de courir après les événements en Rdc.

MAGG MIKOMBE



## L'épiscopat du Grand Kivu dénonce la tentative de démembrement du Nord-Kivu

**D**ans un message adressé aux fidèles catholiques, à la population congolaise et aux hommes de bonne volonté et rendu public le 20 mai dernier, les Archevêque et Evêques membres de l'Assemblée Episcopale Provinciale de Bukavu ont, dans une déclaration de cinq pages, dénoncé la tentative de balkanisation de la province du Nord-Kivu. "Dans le Nord Kivu, une certaine tendance politique aux intentions sans doute inavouées, est en train de pousser au morcellement et à l'éclatement de la Province pour ses intérêts particuliers, au mépris de la volonté de la population soucieuse de l'unité de la province dans une RD Congo unie. On risque d'aller vers l'émiettement de tout le pays!", ont-ils déclaré à la suite d'une rencontre d'une semaine qui a réuni les archevêque et évêques de Bukavu, Goma, Butembo-Beni, Kindu et Kasongo.

Mgrs François Xavier Maroy Rusengo, Théophile Kaboy Ruboneka, Melchisédech Sikuli Paluku, Willy Ngumbi Ngengele, Placide Lubamba Ndjibu se demandent si "cette initiative pernicieuse ne donnerait-elle pas un mauvais signal politique pour l'ensemble du pays, sur fond d'institutionnalisation de l'esprit de tribalisme, de division et d'exclusion qui relève de la même logique que celle de la sécession". Et de poursuivre

: "N'y a-t-il pas danger d'attiser les rivalités interethniques avec ce que cela pourrait entraîner comme violence, purification ethnique et autres crimes contre l'humanité généralement liés aux situations de guerre?"

Les ecclésiastes ont relevé le danger de sa ramification sur le reste du pays sous l'œil intéressé du politicien manipulateur : "cette dynamique pourrait aussi bien nous conduire au seuil des violences et atrocités comme on en a connu récemment ici et ailleurs: dans le territoire de Beni, en Ituri, au Nord Katanga, au Kasai, comme aujourd'hui encore au sud soudan. Entretiens, les leaders promoteurs du projet seront à l'abri ailleurs, et de manière cynique, vous demanderont les nouvelles par téléphone. De là ils s'informeront sur le bilan pour voir l'usage politique qu'ils peuvent en faire afin de conquérir le pouvoir ou le conserver". Et d'interpeller la conscience de la population : "A qui profite finalement cette manœuvre funeste?"

Les archevêque et évêques du Grand Kivu ont également déploré l'incurie générale dans la gestion de la chose publique à la base de la misère des populations et du banditisme, le bradage des ressources naturelles, l'asphyxie de l'économie par une fiscalité aberrante, "l'absence totale d'un état civil qui, comme dans tout pays normal, recense régulièrement les citoyens suivant leurs lieux de résidence et

qui en établit régulièrement les statistiques, tout simplement pour que le citoyen soit reconnu comme tel et pour que soient facilitées les prises de décisions rationnelles sur son bien-être".

Tout en relevant les failles de la gouvernance du pays, les archevêque et évêques du Grand Kivu ont salué toutefois quelques réalisations et progrès enregistrés dans la région, considérés comme des acquis à consolider, parmi lesquels l'amélioration de la voirie urbaine dans certaines de nos villes parmi lesquelles Goma et Kindu, le retour de la sécurité dans beaucoup de localités et l'évolution positive du processus électoral vers la tenue des élections le 23 décembre 2018.

Parmi les recommandations issues de ces assises de Goma, les archevêques et évêques du Grand Kivu ont suggéré notamment, le vivre ensemble dans le Nord-Kivu afin d'éviter la partition et un éventuel embrasement. Ils ont aussi appelé tous les Congolais, sans restriction, à se "libérer de la peur de la mort, disent-ils, le Christ a vaincu la mort". Ils prennent ainsi pour exemple, le modèle de "courage, d'héroïsme de nos pasteurs martyrs Mgrs Christophe Munzihirwa, Emmanuel Kata-liko ainsi que M. Floribert Bwana Chui Bin Kositi".

**Tshibambe Lubowa**

## Jean-Pierre Bemba suspend Kitutu O'leontwa, DG de CCTV

**A**u parti politique MLC, on ne badine pas. Quoique son président national Jean-Pierre Bemba soit incarcéré à La Haye depuis l'an 2008, son ombre continue à planer sur l'ensemble de ses structures et affaires. Ainsi, sur un simple coup de file, le numéro un du MLC a décidé de suspendre le Directeur général de la chaîne de télévision, CCTV (Canal Congo Télévision). Le péché mortel pour cet ancien Pdg de la chaîne nationale publique OZRT (ancêtre de la RTNC) reconverti en manager d'une chaîne privée de l'opposition, c'est le fait de diffuser sur CCTV, chaîne appartenant au MLC, un spot publicitaire de la CENI sur la machine à voter.

Pour Madame le secrétaire générale du



MLC, Madame Eve Bazaiba Masudi, championne en revendication démocratique, qui a porté l'affaire auprès de son leader,

Kitutu O'leontwa n'a pas respecté la ligne directive du parti quant à l'usage de la machine à voter par la Ceni pour les prochaines élections.

Elle prétend encore que le Dg de CCTV aurait perçu une bagatelle somme de 1.500.000 de dollars Us, en dehors d'un pot-de-vin pour cette diffusion. Quelle est cette institution qui déboursait une pareille somme juste pour une diffusion à la télévision. C'est bien rêvé. Pourtant, il est démontré, preuve à l'appui, que la diffusion n'a coûté que 1.500 dollars Us, du reste non encore versés.

Pourquoi cette intolérance dans la cour des chantres de la démocratie très nombreux dans l'opposition ?

**T.L.**



LA SNEL FACE À L'INCOMPRÉHENSION GÉNÉRALE

# Décryptage d'un destin ingrat

C'est par césarienne que la Société Nationale d'Électricité est appelée à renaître. Dans ce processus de refondation particulièrement douloureux et à haut risque, cette ancienne entreprise publique devenue société commerciale par coup de réforme du portefeuille de l'Etat a hérité du destin le plus ingrat du portefeuille congolais.

## Tant que...

Il y a d'abord l'exigence de mutation en société commerciale qui fait terriblement souffrir cette entreprise. Il y a ensuite la privatisation du secteur de l'électricité qui s'ajoute en supplément à la grande complication qui démange la Snel.

Les critiques fusent de partout contre cette entreprise. Les premiers à dégainer contre elle, sont ses propres fils qui n'arrivent pas à s'arrimer aux exigences de grandes mutations qui s'imposent aujourd'hui.

Et en ce moment de gestation avancée, l'actuel comité de gestion se voit obliger de subir l'un des pires lynchages de l'histoire de l'entreprise. Il est systématiquement accusé de tous les péchés d'Israël. Et pris au piège de l'hystérie du moment, même des professionnels des médias ont relayé, sans passer par le tamis d'une enquête rigoureuse, les miasmes du fameux lynchage.

Mais le vrai problème n'est pas tant lié aux individus ayant reçu la charge de piloter la Snel. Tant que l'entreprise sera tenue à poursuivre son adaptation au nouveau contexte, il y aura pleurs et grincements des dents au sein de cette entité du portefeuille congolais.

## Ballet des cancrs

Depuis la deuxième République, tout le monde sait que le recrutement à la Snel s'est généralement effectué sur la base du simple clientélisme politique, du népotisme, du favoritisme et du militantisme typiquement africain et tropical.

Il s'ensuit que plus de la moitié de cette entité ne répondent pas au profil technique requis. Surtout pour une entreprise qui est appelée à se muer en société commerciale. Une mutation exigeant plus que tout un profil répondant de la technicité et du savoir-faire.

Bien plus pressant est la privatisation



du secteur de l'électricité décidée par le Parlement. Cette nouvelle disposition appelle la Snel à une compétitivité plus professionnelle que jamais. Sans quoi, cette entreprise est condamnée à disparaître.

Il s'ensuit que la Snel doit impérativement subir une chirurgie rigoureuse et qui doit faire terriblement mal. C'est le prix à payer pour sauver cette entreprise. N'en déplaise aux nombreux parasites ramassés à la pelle et venus submerger celle-ci.

Normal que ceux qui ont la charge de piloter ce délicat processus souffrent d'une criante impopularité et se trouvent décriés par tous ceux qui, en réalité, n'ont pas leur place au sein de la Snel.

C'est principalement eux qui se chargent de distiller le venin de l'intox au sein de l'opinion. Mais pour le bien du Congo et de son peuple, la Snel doit sans délai parvenir à relever le défi de se muer en société commerciale ainsi que celui de la privatisation de son secteur.

Le pays ne doit pas rester otage des prébendiers, qui, résistant aux mutations inévitables du moment, se lancent dans la diabolisation. Les décideurs du pays doivent ainsi comprendre que les nouvelles missions assignées à la Snel sont à haut risque. Il est donc impérieux pour eux, de se prémunir contre toute campagne d'intox et de manipulation.

## Interpellation

Tant bien que mal, la Snel est en train de se battre à relever les grands défis qui s'imposent à elle. Mais le chemin à parcourir est long et parsemé d'embûches. Il demande donc au comité de gestion et au conseil d'administration de travailler en parfaite harmonie. D'éviter toute situation de conflit et qui servirait de caution à l'intox et à la manipulation.

Mais aussi et surtout, ainsi que c'est de tradition en cas d'intervention chirurgicale sérieuse en médecine humaine, de savoir préparer psychologiquement le patient qu'est le peuple congolais ainsi que le personnel de la Snel. Si les nouvelles autorités de l'entreprise ne s'astreignent pas à cette exigence radicale, ils courent le risque de perdre la bataille et de se faire injustement exclure du jeu à cause de l'incompréhension et l'impréparation du patient.

Il sied donc, en parallèle aux inlassables efforts de mutation, de repenser et d'adapter la politique de communication de l'entreprise aux nouveaux défis. De l'avis de tous les spécialistes, toutes les batailles de restructuration et de refondation des systèmes ont pour ennemi numéro un la résistance psychologique des bénéficiaires. Nous y reviendrons.

**MAGG MIKOMBE**

# Un nouveau vaccin contre Ebola administré en RDC

Le virus Ebola en République Démocratique du Congo peut faire jusqu'à 90% des personnes infectées. Ce virus tue et a repris de plus belle, elle a tué des nombreuses personnes dans le

passé tant dans notre pays, principalement dans l'ex-province de l'Equateur que dans bien d'autres pays africains dont notamment le Gabon, le Liberia, la Guinée, le Nigeria... Afin d'y faire face, la République Démocratique du Congo a décidé de réactiver son comité de riposte contre Ebola.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) juge « élevé » le risque de propagation de l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo. Sur la période du 8 au 10 mai, les autorités congolaises font état d'un décès et de onze cas de fièvre hémorragique. Tous ne sont pas

positifs à Ebola : le foyer de l'épidémie se trouve dans la zone de Bikoro en province de l'Equateur.

Le directeur de l'Organisation mondiale de la santé s'est rendu en RDC pour visiter le secteur victime de l'épidémie d'Ebola. D'après le docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, les personnes exposées de la maladie devraient être les premières à bénéficier d'une dose de vaccin expérimental que l'OMS a déjà testé en Guinée et se prépare à acheminer vers le foyer de l'épidémie Ebola. A son tour il est venu à Kinshasa samedi 12 Mai et a rencontré le président Joseph Kabila le lendemain. La discussion avait tourné autour d'épidémie d'Ebola.

Le ministre de la Santé publique, Dr Oly Ilunga, s'est rendu, quant à lui, ce samedi 12 mai à Mbandaka (Equateur). Le patron de la santé publique a invité la population de l'Equateur à prendre toutes les dispositions nécessaires pour rendre effective la riposte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola. Ebola qui sévit depuis deux semaines dans les zones de santé de Bikoro et Ikoko Impenge.

Comme objectif : sensibiliser les



communautés, les personnels de la santé qui ne doivent pas prendre des risques inutiles et prendre en charge des cas, préconiser le lavage des mains, s'assurer de l'effectivité de la riposte, la renforcer sur le terrain pour éviter la propagation de la maladie et pour finir veiller sur les enterrements sécurisés.

« En période de crise Ebola, l'argent n'est pas une barrière à l'accès aux soins », a affirmé Dr Oly Ilunga, insistant sur le fait que « les soins sont gratuits pour tout le monde. »

Le ministre Oly Ilunga a amené avec lui à Bikoro, des équipements de

protection du personnel soignant, du matériel de laboratoire et six motos pour faciliter le transport des intervenants dans la riposte.

Les spécialistes de l'épidémie d'Ebola recommandent de signaler tout cas suspect, d'éviter tout contact physique avec une personne malade ou suspectée de l'être, et surtout, d'organiser des enterrements

sécurisés, avec l'aide d'un personnel formé et équipé, car c'est au moment du décès que les malades d'Ebola sont le plus contagieux.

**Murielle IPANGA**

## Université du Kwango : un assistant menacé d'exclusion !

Un assistant de l'Université du Kwango (UNIK) répondant au nom de Mukanza Lupsain est, depuis quelques jours, victime d'une menace d'exclusion s'il ne quittait pas son parti politique. Cette menace vient d'un professeur du même campus de Kenge de cette université.

En effet, depuis quelques jours, Mukanza Lupsain, assistant de son

état, est victime d'une agression téléphonique de la part de certaines autorités académiques et politiques, s'il ne coupait pas ses liens avec le leader de son parti politique, Renovac.

Membre de l'interfédéral du Renovac/Kwango, Mukanza reçoit des messages anonymes par des appels téléphoniques et sms lui intimant l'ordre de démissionner de ce parti, "sous peine d'être viré comme un chien".

**Lévi Mamvilako**



## Le Conseil Economique et Social épingle le manque de structure de collecte des fonds pour construire des logements sociaux

**L**e Conseil Economique et Social, C.E.S. en sigle, vient de perdre son rapporteur, le professeur Nguib'Sim Mpey-Nka Richard, décédé à Kinshasa le lundi 21 mai dernier. Cette nouvelle a été officiellement portée à la connaissance des conseillers de la République par le président du C.E.S, Jean Pierre Kiwakana, à l'ouverture de la séance plénière du mardi 22 mai et qui avait principalement planché sur l'adoption de l'avis du conseil en matière de logements sociaux dans la ville de Kinshasa.

Outre ce point, les conseillers de la République ont aussi suivi le rapport de mission des membres du conseil qui se sont rendus à Bukavu pour assister à la conférence de développement de cette province. Ces assises bien que reportées, les membres ont profité de leur présence sur les lieux pour jauger et s'imprégner des réalités de la province.

En ce qui concerne les logements sociaux, les commissions mixtes Infrastructures et Affaires Sociales ont épingle les différents écueils qui empêchent la construction des logements sociaux dans notre pays : le manque d'une structure chargée de construire ces logements comme ce fut le cas à l'époque belge où des résidences ont été construites et données à crédit à des particuliers, l'absence d'une banque de logements qui construit et permet aux citoyens d'obtenir des crédits à très long terme pour acquérir des logements à moindre coût, l'implication de l'INSS dans la construction et la distribution de ces logements étant donné les réserves qu'il s'est constitué depuis l'époque coloniale.

Afin d'arriver à réussir cette approche sociale, les commissions ont proposé l'implication des communes plutôt que de laisser tous les pouvoirs entre les mains des agents de l'urbanisme, l'implication et aussi l'intégration des Entités Territoriales Décentralisées. Il faudra pour cela que celles-ci procèdent à une analyse sur l'état des lieux des logements sociaux dans la ville de Kinshasa en particulier et du pays tout entier. Toutefois, les commissions ont reconnu que si les logements sociaux n'existent plus dans notre pays et que l'auto construction a été favorisée avec d'énormes conséquences contre la population dont les érosions et les inondations, l'augmentation des populations y est pour quelque chose.

A titre d'exemple, si le pays compte 80 millions de personnes, 32 millions d'entre

elles vivent en ville. Le pays doit donc anticiper sur les besoins de la demande de cette augmentation galopante de la population. L'objectif est de doter notre pays d'une vraie politique de logement.

Les commissions ont proposé quelques facilités pour attirer des particuliers à s'implanter dans le domaine de construction des logements sociaux au pays. Il s'agit notamment des allègements fiscaux. Mais au préalable, il faudra éviter la construction des quartiers en séparant les riches des pauvres, la fameuse ségrégation des quartiers. Les membres des commissions Infrastructures et Affaires Sociales du Conseil Economique et Social ont invité les gouvernants à rester vigilants car d'ici 13 ans la ville de Kinshasa qui comptait 600.000 habitants à son indépendance, pourra être la ville la plus peuplée d'Afrique.

Les conditions actuelles de vie doivent nécessairement changer. A titre d'exemple plus de 75% de la population kinoise vit dans des maisons de deux chambres seulement. Plus de 300.000 foyers vivent dans des Eglises par manque de foyers ; encore davantage sont sous-logés par leurs familles favorisant des séparations de famille avec risque de divorces non déclarés. Pour parer à cette insuffisance, il faudra construire au mois 110.000 habitations par an dans la capitale.

Dans la même perspective, l'aspect au sol va devenir un problème dans quelques années.

Cette promiscuité ne se vit pas sans conséquences. Près de 60% des ménages dans la ville de Kinshasa ont des latrines communes c'est à dire plusieurs occupants de la même parcelle utilisent les mêmes toilettes, en plus jettent les eaux usées à la volée. 40% des foyers de la capitale possèdent des raccordements d'eau dans la parcelle et 30 % des foyers kinois vont chercher de l'eau en dehors de la parcelle. Comme on le voit, l'assainissement est devenu un problème de santé publique et c'est un enjeu pour lequel il faut des anticipations car elle est la cause des principales maladies.

A ces problèmes d'assainissement s'ajoute celui de la déforestation. La ville consomme de l'espace car elle a besoin de 200.000 tonnes de charbon de bois par an. Le couvert végétal disparaît de la ville de Kinshasa. Les érosions s'intensifient au sud de la ville comme dans les communes de Mont Ngafula et Ngaliema et les inondations à l'Est de la ville. La commission a estimé que ces

problèmes vont se poser avec acuité dans les années à venir si rien n'est fait.

Insistant sur l'aspect environnemental, les membres du Conseil ont indiqué que la ville produit 300 tonnes de déchets organiques par jour. Ce dernier aspect est une opportunité dont la ville de Kinshasa peut se saisir pour la fabrication des engrais chimiques. Les déchets non organiques quant à eux sont une alternative à l'électrification de la ville qui en a besoin. Pour y arriver, il faudra trier les déchets car les rivières de la capitale par exemple sont devenues des égouts et la vie y disparaît petit à petit. Il faut donc recycler les déchets plutôt que de les jeter dans les cours d'eau à l'instar des bouteilles en plastiques qui inondent les rivières de la ville et même le fleuve Congo.

Enfin les membres de ces deux commissions ont proposé la création d'une structure de collecte de fonds dans la production des logements sociaux, encore inexistante au pays. Ils ont souligné qu'un logement est financé pour 25 mais nos banques ne fournissent que des crédits de 5 ans tout au plus. En plus, nos banques commerciales ne sont pas dans le domaine des logements sociaux. Ils ont souhaité que les banques jouent un rôle central pour animer ce problème de la vie nationale et ont invité l'Inss à jouer un rôle central dans la production de l'habitat à Kinshasa. Ils ont plaidé pour que nos entreprises congolaises croissent sur notre propre sol au lieu de laisser prospérer les entreprises étrangères qui construisent des habitations dont le coût est hors de la portée du kinois moyen.

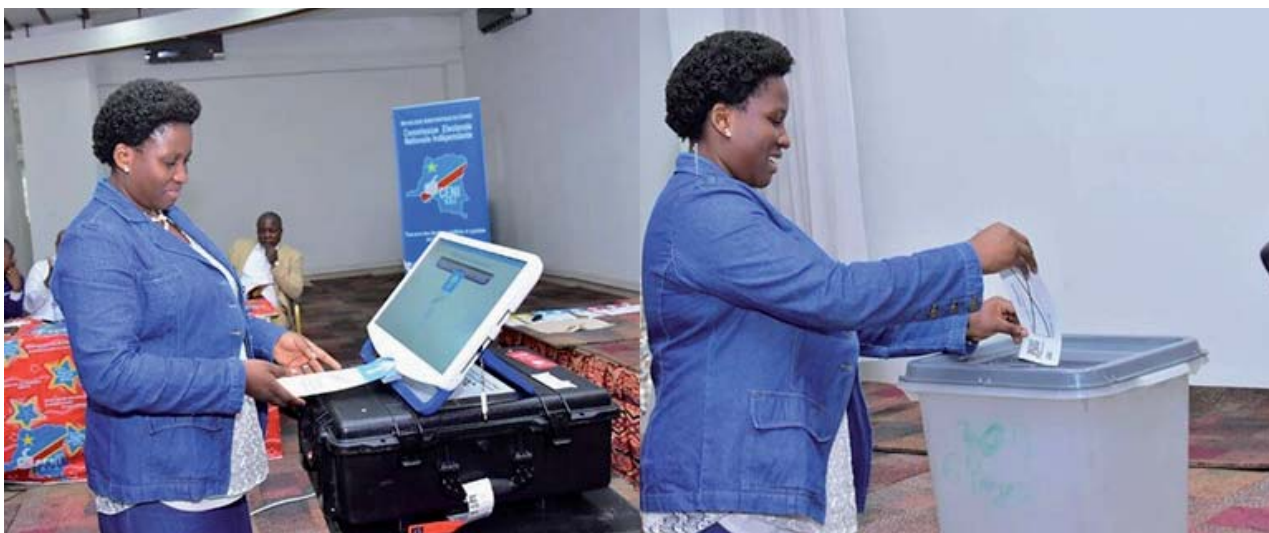
A court terme, ils ont invité le gouvernement à encadrer l'auto construction et à commencer la réflexion sur la construction d'une banque de l'Habitat.

La mission du Conseil Economique et Social qui s'est rendu à Bukavu n'a pu assister à la conférence sur le développement de cette province. Ces travaux ont été renvoyés à une prochaine ultérieure. L'occasion faisant le larron, ils en ont profité pour visiter le chef lieu et l'intérieur du Sud Kivu. Ils se sont principalement rendus compte que l'environnement autour des montagnes a été totalement détruit dans la recherche de l'or et du coltan. Des sommets entiers de montagnes sont détruits, des familles sont même déplacées pour laisser libre cours à cette exploitation illégale des matières premières.

**Michel DIGELUKA KIBINGU**



# La DH appelle les jeunes à influencer sur le processus électoral !



**E**n vue d'éclairer et d'orienter les préoccupations de la jeunesse sur les élections à venir, l'association Dignité Humaine, DH en sigle, a organisé une journée de mise à niveau des jeunes. Cette sensibilisation entre dans la logique de l'opérationnalisation de son projet de cercle de réflexion et d'actions citoyennes, CRAC en sigle.

Financées par la coalition des mouvements Nord-Sud en Flandres 11.11.11., ces assises avaient pour thème : "Cercle de Réflexion et d'Actions Citoyennes, CRAC en sigle : la responsabilité des jeunes face au processus électoral". Ce projet qui couvre la période du 01 au 30 mai 2018 répond au souci d'intégrer les jeunes à la gestion de la chose publique par la voie démocratique.

Des jeunes de 5 communes à savoir : Kisenso, Limete, Mont-Ngafula, Ngaliema et Kitambo constituaient la cible de ces assises soutenues par le Conseil Provincial de la jeunesse de Kinshasa, CPJ/K. Ces communes avaient été sélectionnées sur les critères de proximité, d'activisme et leur emplacement stratégique.

Cette sensibilisation visait à récolter des avis et préoccupations des jeunes, les questions qu'ils se posent sur le

processus électoral, afin de constituer un cahier de charge à déposer à la CENI. Il reviendra alors à celle-ci de venir répondre à ces questions.

Au cours des assises, Mme Evelyne N'Ebintu a présenté la DH, Pablo Muke a détaillé le projet avant que le modérateur ne lance le débat.

Prenant la première la parole, la Coordinatrice de l'Asbl Dignité Humaine, Me Evelyne Mulemangabo N'Ebintu a fait entendre que cette association est une organisation de droit congolais œuvrant dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement durable afin de lutter contre la pauvreté. Elle est opérationnelle au Nord-Kivu, Sud-Kivu, Kongo Central, Kinshasa et la Tshopo. Créée en 2014, elle développe des activités rassemblées dans plusieurs thématiques dont la bonne gouvernance, l'éducation civique et électorale, l'agriculture et l'élevage, l'entrepreneuriat, les droits humains et même la thématique jeune art et beauté.

Le second orateur du jour, Pablo Muke, a déclaré que l'idée du projet est partie du constat selon lequel, les jeunes discutent souvent à la cité sur des sujets comme la musique, la politique (élections) et les sports. D'où, la proposition que dans chaque point chaud appelé communément "parlement débout" où se tiennent les débats, en-

voyer des leaders qui vont transformer ces endroits en "couloirs électoraux".

Ce travail se fera en trois étapes. La première étape est la phase de mise à niveau, la seconde, l'organisation des ateliers sur la récolte des questions constituant la problématique, et la troisième, la descente à la maison des élections muni d'un plaidoyer. En retour, la DH accueillera la CENI à la base pour son éclaircissement autour du sujet.

Pablo Muke a insisté sur la participation et l'influence. Pour lui, la participation est un processus par lequel les participants peuvent contrôler l'évolution du scrutin. D'où son discours pour pousser la jeunesse à s'engager dans les élections à venir surtout que la RDC compte environ 70% des jeunes. « Il faut absolument voter en décembre 2018 car les élections restent la seule voie démocratique qui nous reste pour accéder au pouvoir », a-t-il lancé aux jeunes.

Pour savoir comment influencer, Pablo a demandé aux participants de veiller sur l'élaboration des priorités. « Privilégier d'abord la loi électorale, le calendrier et la loi sur la répartition des sièges. Puis, suivre l'évolution du processus électoral de près jusqu'à la manière dont les dépenses s'effectuent », a-t-il encore déclaré.

**Lévi Mamvilako**



## Télécommunications : la licence G4 serait attribuée en RDC à vil prix

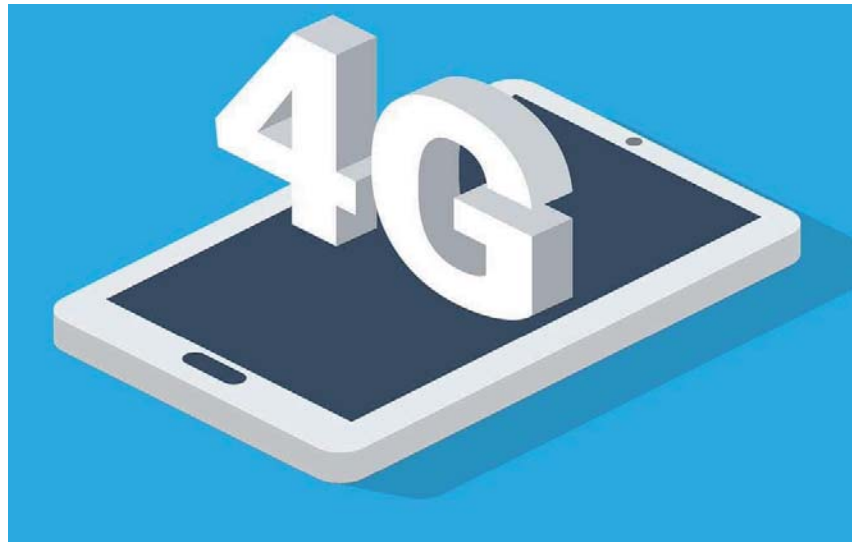
Depuis quelques jours, deux sociétés privées de droit congolais en télécommunication, Vodacom Congo et Orange RDC ont annoncé l'acquisition de la licence 4G qui est, en fait, une connexion internet de la quatrième génération plus performante que les générations précédentes donnant plus de souplesse à leur clientèle sur la toile.

Dans ces deux entreprises et à la lecture de leurs affiches publicitaires, il ressort que cette acquisition va permettre un accès facile aux contenus multimédias, streaming, de la vidéo à la demande. « Elle sera également une réponse efficace aux besoins des entreprises en manque de mobilité adaptée et de qualité supérieure », a complété sur son compte twitter, le DG d'Orange RDC.

Informé de cette performance technologique apportée dans les milieux universitaires, le patron de l'agence médiatique Galaxie médias Jérôme Sekana, déplore le prix auquel se vendent les licences de la connexion internet 4G en RDC qu'il juge très inférieur à ce qu'il devait être.

Selon lui, le prix d'une Licence se fixe en fonction d'abonnées, chose à laquelle le gouvernement congolais ne tient compte dans cette opération et réduit son gain.

"Congo, nous avons près de 40 millions de téléphones mobiles. Au départ, l'État Congo-



lais pouvait gagner beaucoup d'argent au moment du lancement de la 3G mais il a vendu la licence de la 3G à 10 millions d'abord, par après à 15 millions de dollars et tout cela à l'insu de la population sous la corruption du gouvernement", considère Jérôme Sekana.

Si l'État a vendu la 3G à 15 millions de dollars, soutient ce journaliste économie, il ne peut pas vendre la 4G à 20 millions de dollars. La facture doit se calculer en milliards : " Si à Kinshasa la licence de la 3G s'est vendue à 15 millions de dollars, la

4G ne peut jamais se vendre à 20 millions pendant que dans les pays étrangers cette licence coûte des milliards. Au Maroc, par exemple, la licence de la 4G a été vendue à 1 milliards de dollars", a-t-il illustré.

Jérôme Sekana propose à ce que le président de la République Joseph Kabila mette en place une commission technique pour revoir et fixer le prix de vente de la licence de la 4G proportionnellement au nombre d'abonnés.

LNR

## La Presse congolaise pleure un de ses membres, Marcelin Manduakila

Marcelin Manduakila, Rédacteur en Chef du journal Forum des As, quotidien paraissant à Kinshasa, a rendu l'âme à Tunis où il était en soins médicaux, ce jeudi 24 mai 2018. Marcelin qui souffrait depuis quelques temps a du être transféré en Tunisie pour des soins plus appropriés. Marcelin a travaillé à Forum des As depuis plus de 20 ans sans interruption et a été l'un des grands chroniqueurs politiques du pays et un excellent analyste de la politique intérieure congolaise dont il a couvert toutes les grandes péripéties de son processus démocratique.



Ancien compagnon et collègue du Directeur de publication de La Nouvelle République au sein de Forum des As des années 90, Marcelin Manduakila que nous pleurons aujourd'hui savait vivre en communauté de travail, et savait bien agrémenter les salles de rédaction. Que Dieu qui donne et retire, puisse recevoir l'âme du précieux défunt.

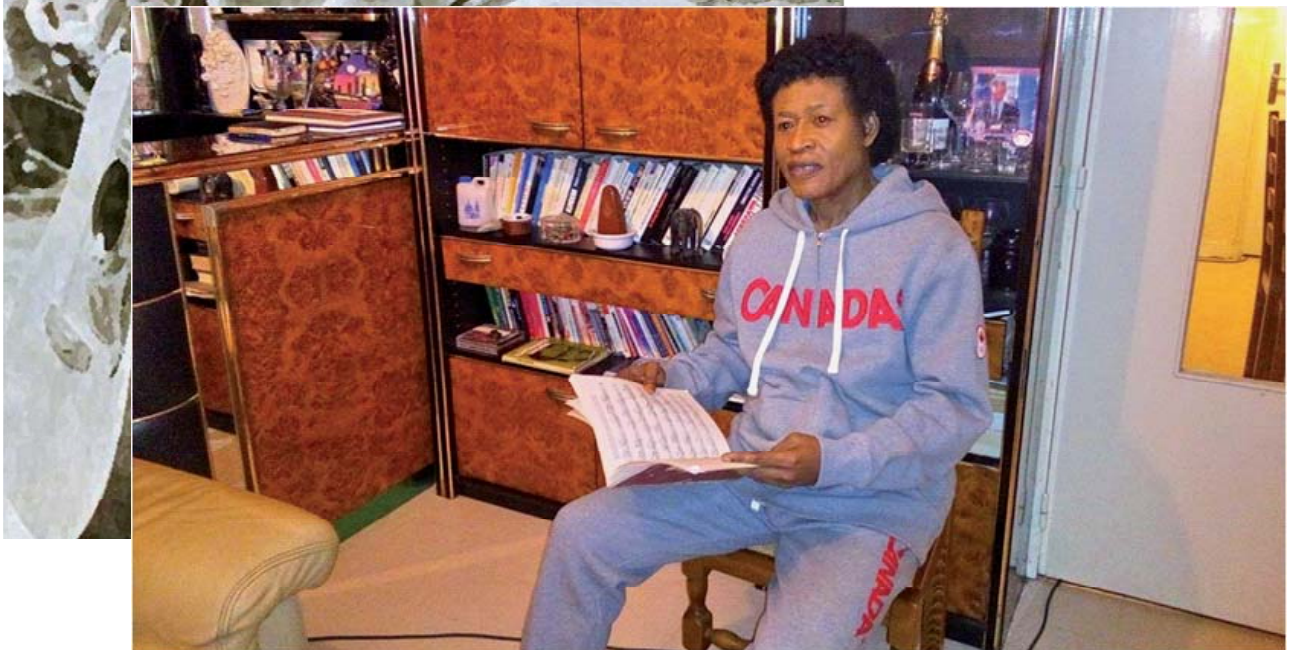
Toute la famille de La Nouvelle République s'associe aux confrères et consœurs de Forum des As et à sa famille biologique pour partager leur douleur, et leur présente nos sincères condoléances.

# Voici le guitariste Mavatiku Visi



Michelino Mavatiku Visi n'est pas un nom inconnu du milieu musical congolais. Il a évolué principalement dans Afrisa de Tabu Ley Rochereau et le Tp Mazembe de Franco Luambo Makiadi. L'auteur de la célèbre chanson "Makfe" qui a dominé le hit parade de l'année 1974 s'est également manifesté dans les années 1987 avec ces deux grands noms de la musique congolaise à travers un regroupement à trois dénommé "Lisanga ya ba nganga" qui avait produit des chansons telles que "ozalaka na yo Dg"...

Laissons-le s'exprimer : "J'avais 28 ans à Kinshasa !!! Voici le premier poster paru dans le journal «ELIMA DIMANCHE» de l'année 1974 photographier au bord du fleuve CONGO dans une pirogue à KINSUKA. une rubrique vaste publié par WEBER WEBE MAYO (DEMAYO) Photo: JOHNNY LUKOMBO. J'ai été le premier artiste Musicien à avoir bénéficié de cette offre d'autant plus qu'ainsi que cela avait coïncidé avec la sortie de la chanson "Makfe" qui battait son propre succès à la sortie de deux 45T. OMANGA, MELINA de Tabu Ley, MAKFE, DONI de Michelino Mavatiku Visi et SATA de Diana Nsimba Spray. De retour de Londres, Abidjan, Kampala, Nairobi et Dar es Salam. En brandissant le bras avec coup de poing BLACK POWER.



(Suite en page 15)



## NIGERIA-RDC

# Léopards : une sélection pas comme les autres !

C'est en principe ce vendredi que les Léopards s'envolent pour Abuja pour y affronter la sélection nigériane le mardi 28 mai. Pour ce match amical, c'est le grand nombre des défections des expatriés retenus qui a frappé les observateurs. Que personne ne se trompe : il y a un intérêt à suivre ce match.

En jonglant rapidement avec les chiffres, l'on se rend compte que le contingent des présélectionnés comptait 17 expatriés (61%). Au finish, c'est 7 seulement qui ont répondu à l'appel au drapeau soit 30% de la nouvelle sélection. Les 3 internationaux évoluant en Afrique (Ungenda, Lema et Kabongo) ont répondu présents. Tout comme les 2 sociétaires du Standard de Liège en Belgique.

**Explications** Le sélectionneur Ibenge évoque l'indisponibilité des athlètes pointés. Les uns, pour blessures et les autres, devant dans l'entre-temps négocier, aussi bien leur survie en

## La sélection de départ comprenait les 28 athlètes suivants :

1. Aaron Tshibola (Kilmarnock FC/ Écosse)
2. Anthony Mossi (Chiasso / Suisse)
3. Arsène Zola (TP Mazembe/ RD Congo)
4. Auguy Kalambay (SM Sanga Balende/ RD Congo)
5. Ben Malango (TP Mazembe/ RD Congo)
6. Benik Afobe (Wolverhampton)/ Grande Bretagne)
7. Bobo Ungenda (Primeiro do Agosto/ Angola)
8. Britt Assombalanga (Middlesbrough/ Grande Bretagne)
9. Cédric Bakambu (Beijing Guoan/ Chine)
10. Chadrack Akolo (VFB Stuttgart/ Allemagne)
11. Chancel Mbemba (New Castel/ Grande Bretagne)
12. Chikito Lema (Raja Casablanca/ Maroc)
13. Christian Luyindama (Standard de Liège/ Belgique)
14. Djo Issama (TP Mazembe/RD Congo)
15. Fabrice Ngoma (AS V.Club/ RD Congo)
16. Firmin Mubele (FC Toulouse/ France)
17. Gaël Kakuta (Amiens SC/ France)
18. Glody Ngonda (AS V.Club/ RD Congo)
19. Harisson Manzala (Amiens SC/ France)
20. Joël Kiassumbua (FC Lugano/ Suisse)
21. Kabongo Kasongo (Zamalek/ Égypte)
22. Kevin Mundeko (TP Mazembe/ RD Congo)
23. Nelson Munganga (AS V.Club/ RD Congo)
24. Padou Bompunga (AS V.Club/ RD Congo)
25. Paul-José Mpoku (Standard de Liège/ Belgique)
26. Ricky Tulengi (DCMP/ RD Congo)
27. Wilfried Moke (Koniasspor/ Turquie)
28. Yannick Bangala (AS V.Club/ RD Congo)

## Mais la sélection qui se rend au Nigeria est la suivante :

1. Anthony Mossi (FC Lugano/ Suisse)
2. Arsène Zola (TP Mazembe/ RD Congo)
3. Auguy Kalambay (SM Sanga Balende/ RD Congo)
4. Ben Malango Ngita (TP Mazembe/RD Congo)
5. Benik Afobe (Wolverhampton/ Grande Bretagne)
6. Bobo Ungenda (Primeiro do Agosto/ Angola)
7. Cedrick Ngulubi (SM Sanga Balende)
8. Chikito Lema (Raja Casablanca/ Maroc)
9. Christian Luyindama (Standard de Liège/Belgique)
10. Djo Issama (TP Mazembe/RD Congo)
11. Emmanuel Ngudikama (AS VClub/RD Congo)
12. Fabrice Ngoma (AS VClub/RD Congo)
13. Glody Ngonda (AS V.Club/RD Congo)
14. Jackson Lunanga (Maniema Union/ RD Congo)
15. Kabongo Kasongo (Zamalek/Égypte)
16. Kanku Bukasa (SM Sanga Balende)
17. Kevin Mondeko (TP Mazembe/ RD Congo)
18. Meschak Elia (TP Mazembe/ RD Congo)
19. Nelson Munganga (AS V.Club/ RD Congo)
20. Padou Bompunga Botuli (AS V.Club/ RD Congo)
21. Paul-José Mpoku (Standard de Liège/ Belgique)
22. Ricky Tulengi (DCMP/RD Congo)
23. Yannick Bangala (AS V.Club/ RD Congo)

élite professionnelle ou celle de leurs clubs d'appartenance. Une autre catégorie devrait négocier ou mieux finaliser dans les meilleurs délais, des engagements contractuels professionnels pour la prochaine saison.

Pour ma part, j'avance surtout le manque d'enjeu pour ce match qui n'est qu'amical. Car leurs collègues professionnels dont les sélectionnées sont engagées en Coupe du monde se sont montrés très disponibles ! C'est la perspective de cette joute mondiale et accessoirement la visibilité qu'offre la CAN qui a fait courir ces dernières années la génération dite « RDC molunge ».

L'image qu'offre ce contingent est une sélection 'CHAN renforcée' en ce sens qu'il y a 70% des locaux. Cependant, les meilleurs athlètes de V.Club et Mazembe qui composent le gros du lot sont au niveau des championnats moyens d'Europe comme celui de la Belgique ou la Suisse. Mieux la plupart des élus ont une expérience internationale avec les sélections nationales A et A'. Au sein de leurs clubs, ils ont été en compétitions de la CAF. Donc c'est une bonne équipe qu'on va voir à l'œuvre contre les Green Eagles du Nigéria.

C'est pour cela qu'on invite la RDC, qu'elle soit A ou A'. L'intérêt de cette rencontre est que l'adversaire qui va en coupe du monde va y aller à fond. Et nos locaux vont battre des mondialistes à domicile !

**Mayonde Kolongo**



# Vodacom Ligue 1

## Le roi Sanga Balende et les bruits de la cour !

#	Equipe	MJ	W	N	L	B	Pts
1.	Sanga Balende	11	8	3	0	20:2	27
2.	Mazembe	11	7	4	0	17:2	25
3.	Motema Pembe	10	7	2	1	21:3	23
4.	AS Vita Club	9	5	2	2	15:5	17
5.	St Eloi Lupopo	11	4	4	3	14:13	16
6.	AS Maniema	9	4	3	2	12:9	15
7.	Don Bosco	11	3	2	6	9:16	11
8.	AC Rangers	10	3	2	5	8:17	11
9.	Mont Bleu	10	2	3	5	9:16	9
10.	Dragons	11	1	3	7	10:21	6
11.	Dauphins Noirs	10	1	2	7	3:20	5
12.	Groupe Bazano	11	0	4	7	6:20	4

La phase aller de la 23<sup>e</sup> édition du championnat national de la RDC est à deux ou trois matches de sa clôture. Mais Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi que les amateurs du foot ne voyaient pas venir est champion de la phase aller, quelque soit les résultats des rencontres à venir. Mais il y a du bruit, beaucoup de bruits dans la cour de Sa Majesté.

La conclusion est tombée avec le résultat du match de dimanche 20 mai 2018 entre Mazembe et V.Club (0-0). Les Corbeaux de Lubumbashi espéraient battre leur adversaire pour atteindre 27 points et égaler Sanga Balende qui avait déjà livré ses 11 matches. Son compteur est définitivement bloqué à 25 points.

V.Club qui abordait le derby avec 19 points et 3 matches de retard pouvait faire un gros bond en avant en battant Mazembe et les autres adversaires. Un seul point de gagné la condamne à ne plus rattraper les Saints et les Anges de Mbuji-Mayi.

### Le coup de semonce de Ngoy Kasanji

Le premier à faire du boucan est bel

et bien le président de Sanga Balende, Alphonse Ngoy Kasanji. Estimant insuffisant le temps restant pour l'organisation de la phase retour du championnat, il réclama carrément la fin de l'édition en cours au lieu de recourir aux habituelles dérogations du ministère. Dans ce scénario, c'est Sanga Balende qui sera proclamé champion du Congo 2018-2019. « Arbitre kata match !!! » (Traduisez : « Arbitre siffle la fin du match !!! »), disent les enfants congolais qui dominent leurs adversaires au marquoir et qui ont peur de perdre si le match se poursuit...

Le boulimique TP Mazembe, et surtout l'AS V.Club qui lorgne sur les deux premières places pour jouer la ligue des champions tiennent par contre à la poursuite de la compétition. Deux ou trois matches de la phase retour (avec des adversaires trop faibles !) leur permettront de ravir aux rouge-et-or du Kasai leur pole position. Leurs porte-voix sont montés au créneau dans ce sens.

Mais plusieurs sportifs soupçonnent V.Club et Mazembe d'avoir poussé la Linafoot à publier le calendrier de la phase retour sans la dérogation du ministre des

sports. Car cette phase retour commence en principe le 26 mai sans que la phase aller n'atteigne son terme...

Pourquoi ne pas attendre la dérogation officielle de la tutelle pour annoncer la 2<sup>e</sup> partie de ce play-off ? Pourquoi cette indisponibilité de V.Club qui repousse ses matches restants contre DCMP (2 fois !) et Maniema Union sous le prétexte éventé que 5 de ses joueurs sont retenus dans la sélection nationale ? Pour rappel le sélectionneur des Léopards Florent Ibenge est en même temps entraîneur de V.Club.

C'est sûr que le ministre des sports Papy Niango qui a du péniblement se justifier pour les démêlés judiciaires des caciques de la FECOFA voudra afficher un profil bas dans cette affaire et laisser faire la Linafoot. Et pourtant la Linafoot a besoin d'arrêter maintenant pour organiser sa future édition dans les délais réglementaires. Ah on parlait aussi du sponsor Vodacom qui tient à ce que les matches se jouent pour sa visibilité. Vous y croyez ? Car personne ne se soucie de respecter le calendrier pour augmenter l'audience TV des rencontres. Pauvre Linafoot.

Mayonde Kolongo